

## CONSEIL MUNICIPAL DU 31 MARS 2016

### ORDRE DU JOUR

1) Approbation du Plan Local d'Urbanisme et avis des élus sur la proposition du Périmètre de Protection modifié

M. BENSALAH

en présence :


- de Mme France POULAIN, Architecte des Bâtiments de France en Chef, Chef de l'Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine de l'Eure,

Et

- de M. Thierry GILSON du Bureau d'études Gilson & Associés SAS.

**Voté à l'unanimité.**

2) Demandes de subventions :

 Eglise Notre-Dame 1<sup>ère</sup> tranche

M. BIEBER

Il est proposé de solliciter la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC) Normandie et le Conseil Départemental dans le cadre de la restauration des charpentes et couvertures de l'église Notre-Dame.

Pour mémoire, le 30 juin 2014, le Conseil Municipal avait approuvé à l'unanimité la programmation de six tranches de travaux ; aujourd'hui, il s'agit de délibérer uniquement sur la 1<sup>ère</sup> tranche de travaux au vu du tableau ci-dessous, sachant que la 2<sup>ème</sup> tranche pourrait être budgétée en 2017.

## Eglise NOTRE DAME

### Restauration des charpentes et des couvertures

#### TRANCHE 1

#### *Travaux de mise hors d'eau et restauration de la toiture de la sacristie*

#### DEPENSES

	€ HT	€ TTC
<i>Maîtrise d'œuvre</i>	11 500,00	13 800,00
<i>CT / SPS</i>	1 800,00	2 160,00
<i>Travaux</i>	83 918,75	100 702,50
<b>Total des Dépenses</b>	<b>97 218,75</b>	<b>116 662,50</b>

#### RECETTES

<b>DRAC Normandie 45% minimum</b>		<b>43 748,44</b>
<b>CD EURE 22,5% minimum</b>		<b>21 874,22</b>
<b>Autofinancement</b>		<b>51 039,84</b>
<b>Total des Recettes</b>		<b>116 662,50</b>

Il est demandé l'accord du Conseil Municipal :

- pour solliciter la subvention la plus élevée possible auprès de la Direction Régionale des Affaires Culturelles Normandie (45 % minimum du montant HT des travaux ) ainsi qu'auprès du Conseil Départemental ( 22.5 % minimum du montant HT des travaux),
- autoriser la réalisation de la 1<sup>ère</sup> tranche de travaux ,
- autoriser M. le Maire à signer toutes les pièces administratives s'y rapportant.

**Voté à l'unanimité**

 Parking Foch et Etude Porte de Mortagne

M. GRUDÉ

Il est proposé de solliciter le Conseil Départemental au titre du produit des amendes de police, pour l'aménagement du parking Foch et l'étude d'aménagement Porte de Mortagne, au vu des tableaux de financement ci-dessous :

## AMENAGEMENT DU PARKING FOCH

### DEPENSES

	€ HT	€ TTC
<i>Travaux d'aménagement</i>	29 665,00	35 598,00

### RECETTES

CD 27 40%		11 866,00
Autofinancement		23 732,00
<b>Total des Recettes</b>		<b>35 598,00</b>

## ETUDE AMENAGEMENT PORTE DE MORTAGNE

### DEPENSES

	€ HT	€ TTC
<i>Maîtrise d'œuvre</i>	14 800,00	17 760,00
<i>Relevés topographiques</i>	2 950,00	3 540,00
<b>Total des Dépenses</b>	<b>17 750,00</b>	<b>21 300,00</b>

### RECETTES


CD EURE 40%		7 100,00
Autofinancement		14 200,00
<b>Total des Recettes</b>		<b>21 300,00</b>

Pour chacun de ces deux dossiers, il est demandé l'accord du Conseil Municipal :

- pour solliciter le Conseil Départemental à hauteur de 40 % du montant HT des travaux,

- autoriser la réalisation de ces travaux,
- autoriser M. le Maire à signer toutes les pièces administratives s'y rapportant.

## Voté à l'unanimité

 Caméras de vidéosurveillance, visiophones, gilet pare-balles  
M. ANDRÈS

Dans le cadre du fonds interministériel de prévention de la délinquance, plusieurs axes ont été définis au niveau national pour la mise en œuvre d'un programme d'actions.

L'amélioration de la tranquillité publique est un de ces axes que la commune a elle-même inscrite dans sa charte de stratégie locale de prévention de la délinquance : Ainsi les collectivités peuvent obtenir des financements pour la création, ou l'extension des systèmes de vidéoprotection, et tout aménagement de sécurité (hors vidéoprotection) qui vise à protéger les sites dits sensibles. Parmi ces sites figurent les écoles.

L'équipement des polices municipales reste également prioritaire.

La Ville de Verneuil-sur-Avre a donc fait le choix :

- D'équiper les bâtiments scolaires de visiophones permettant de contrôler les entrées et d'actionner à distance l'ouverture des portails. Le montant total des travaux s'élève à 8 584 € HT. Le taux maximal de subvention est sollicité à savoir 80 % du montant HT, soit 6 867.20 € confirmé par le plan de financement suivant :

### DEPENSES

	€ HT	€ TTC
<i>Visiophones</i>	8 584,00	10 300,80
<b>Total des Dépenses</b>	<b>8 584,00</b>	<b>10 300,80</b>

**RECETTES**

ETAT – FIPD 80% du HT		6 867,20
Autofinancement		3 433,60
<b>Total des Recettes</b>		<b>10 300,80</b>

- De compléter et d'améliorer les installations existantes de vidéoprotection en accord avec la gendarmerie pour acquérir notamment en entrée de ville une caméra spécifique fonctionnelle pour la lecture des plaques minéralogiques. Le coût des travaux est estimé à 10 417 € HT avec un financement possible à 50 % du montant HT, soit 5 208,50 €, confirmé par le plan de financement suivant :

**DEPENSES**

	€ HT	€ TTC
<i>vidéoprotection</i>	10 417,00	12 500,40
<b>Total des Dépenses</b>	<b>10 417,00</b>	<b>12 500,40</b>

**RECETTES**

ETAT – FIPD 50%		5 208,50
Autofinancement		7 291,90
<b>Total des Recettes</b>		<b>12 500,40</b>

- D'acquérir un gilet pare-balles supplémentaire pour notre nouvelle recrue. Le coût s'élève à 540 € HT. Le taux de participation de l'Etat est de 50 %, plafonné à 250 €.

**DEPENSES**

	€ HT	€ TTC
<i>Gilet pare-balles</i>	540,00	648,00
<b>Total des Dépenses</b>	<b>540,00</b>	<b>648,00</b>

## **RECETTES**

<b>ETAT FIPD 50 % plafonné à 250 €</b>		<b>250,00</b>
<b>Autofinancement</b>		<b>398,00</b>
<b>Total des Recettes</b>		<b>648,00</b>

**Il est demandé au Conseil Municipal d'autoriser le Maire à solliciter les subventions au titre du fonds interministériel de prévention de la délinquance, à signer toutes pièces s'y rapportant et tous documents utiles à la mise en œuvre de ces projets.**

**Voté à l'unanimité avec 1 abstention.**

### **2) Indemnité du Maire**

Mme DEPRESLE

Nous sommes contraints par la Loi n° 2015-366 du 31 mars 2015 de délibérer à nouveau sur le taux de l'indemnité du Maire pour confirmer sa volonté de bénéficier d'une indemnité à un taux inférieur.

Actuellement, l'enveloppe globale mensuelle, répartie entre le Maire, les adjoints et les conseillers délégués s'élève à 8 702.51 euros brut.

L'indemnité maximum du Maire peut s'élever à 2 090.81 euros brut, représentant 55 % de l'indice brut 105 majoré 821.

Or, M. Le Maire a choisi de bénéficier d'une indemnité inférieure, s'élevant à 600.06 euros brut, représentant 15.78 % de l'indice brut 105, majoré 821.

Il est demandé l'accord du Conseil Municipal pour confirmer le montant de l'indemnité du Maire à un taux inférieur.

**Voté à l'unanimité.**